

**ARRETE N° POL - 46/2024**

**Objet : Autorisation de voirie**

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **ADH34 Déménagements**

en date du 26/02/2024 et par laquelle il sollicite l'autorisation de faire stationner un camion de déménagement (20m3) au 10 rue du Salaison afin de procéder à un déménagement

**ARRETE**

- Article 1** **L'Entreprise ADH34 déménagement – 400 rue de la Royale – 3460 CASTRIES Est autorisée à faire stationner un camion de déménagement (20 m3) au n°10 rue du Salaison afin de procéder à un déménagement.**
- Article 2** La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.
- Article 3** **La voie publique pourra être occupée le Mardi 5 Mars 2024 de 7h00 à 20h00.**
- Article 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 5** Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser le camion, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.
- Article 6** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.
- Article 7** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- Article 8** La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.
- Article 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- Article 10** L'Elu délégué à la Sécurité, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

Transmise pour information à la gendarmerie de Castries  
Mise en ligne le 28/02/2024  
Notifiée à l'intéressé

Le Maire,

Guy LAURET.

